4. *Prie* les Etats du littoral et de l'arrière-pays de l'océan Indien d'entrer aussitôt que possible en consultation en vue d'organiser une conférence sur l'océan Indien;

5. *Invite* tous les Etats, particulièrement les grandes puissances, à coopérer de manière concrète avec le Comité spécial dans l'accomplissement de sa tâche;

6. *Remercie* le Secrétaire général de ses efforts en vue de l'établissement de l'état concret de la présence militaire des grandes puissances dans l'océan Indien;

7. *Prie* le Comité spécial de poursuivre ses travaux et ses consultations conformément à son mandat et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa trentième session;

8. *Prie* le Secrétaire général de continuer à fournir toute l'assistance nécessaire au Comité spécial.

2309^e séance plénière
9 décembre 1974

B

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2992 (XXVII) du 15 décembre 1972, par laquelle elle a décidé de créer un Comité spécial de l'océan Indien composé de quinze membres au maximum,

Notant que certains Etats du littoral et de l'arrière-pays de l'océan Indien ont exprimé leur vif désir de devenir membres du Comité spécial en raison de leur situation géographique et de leur adhésion au principe visant à faire de l'océan Indien une zone de paix,

Notant en outre que depuis la création du Comité spécial, de nouveaux Etats sont devenus Membres de l'Organisation des Nations Unies,

Reconnaissant que l'établissement et le maintien de l'océan Indien en tant que zone de paix est une question qui intéresse tous les Etats du littoral et de l'arrière-pays.

Décide d'élargir la composition du Comité spécial de l'océan Indien en nommant membres du Comité, le Bangladesh, le Kenya et la Somalie.

2309^e séance plénière
9 décembre 1974

*
* *
*

Par suite des nominations énoncées dans la résolution B ci-dessus, le Comité spécial de l'océan Indien se compose des Etats Membres suivants: AUSTRALIE, BANGLADESH, CHINE, INDE, INDONÉSIE, IRAK, IRAN, JAPON, KENYA, MADAGASCAR, MALAISIE, MAURICE, PAKISTAN, RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE, SOMALIE, SRI LANKA et ZAMBIE.

3260 (XXIX). Conférence mondiale du désarmement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2833 (XXVI) du 16 décembre 1971, 2930 (XXVII) du 29 novembre 1972 et 3183 (XXVIII) du 18 décembre 1973,

Réaffirmant la responsabilité qui incombe à l'Organisation des Nations Unies en vertu de la Charte pour ce qui est du maintien de la paix internationale et du désarmement,

Réitérant sa conviction que le succès des négociations sur le désarmement présente un intérêt vital pour tous les peuples du monde et que tous les Etats de-

vraient être à même de contribuer à l'adoption de mesures tendant à la réalisation de cet objectif,

Soulignant à nouveau sa conviction qu'une conférence mondiale du désarmement, bien préparée et convoquée en temps opportun, pourrait promouvoir la réalisation de ces objectifs et que le concours de toutes les puissances nucléaires faciliterait grandement cette réalisation,

Ayant présent à l'esprit le rapport du Comité *ad hoc* pour la Conférence mondiale du désarmement²⁹ et son annexe, qui contient un résumé des vues et suggestions exprimées par les gouvernements au sujet de la convocation d'une conférence mondiale du désarmement et des problèmes connexes, y compris les conditions nécessaires à la tenue d'une telle conférence,

Considérant qu'il ne semble pas encore possible d'aboutir à une conclusion définitive au sujet de la convocation d'une conférence mondiale du désarmement,

1. *Invite* tous les Etats à communiquer au Secrétaire général, avant le 31 mars 1975, leurs observations sur les principaux objectifs d'une conférence mondiale du désarmement, compte tenu des vues et suggestions groupées à la section II du résumé joint en annexe au rapport du Comité *ad hoc* pour la Conférence mondiale du désarmement;

2. *Décide* que le Comité *ad hoc* reprendra ses travaux le 1^{er} avril 1975, conformément à la procédure établie dans la résolution 3183 (XXVIII) de l'Assemblée générale, et que dans l'accomplissement de la tâche qui lui a été assignée, il donnera la priorité aux deux fonctions suivantes :

a) Etablir et présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trentième session, sur la base d'un consensus, un rapport analytique, où figureront notamment toutes conclusions et recommandations qu'il pourrait juger pertinentes, concernant les observations reçues conformément aux dispositions du paragraphe 1 ci-dessus;

b) Maintenir un contact étroit avec les représentants des Etats qui possèdent des armes nucléaires, afin de rester toujours informé de tous changements survenant dans leurs positions respectives;

3. *Renouvelle son invitation* aux Etats qui possèdent des armes nucléaires à coopérer ou à rester en contact avec le Comité *ad hoc*, étant entendu qu'ils jouiront des mêmes droits que les Etats nommés membres du Comité;

4. *Prie* le Secrétaire général d'apporter toute l'assistance nécessaire au Comité *ad hoc* dans ses travaux, y compris l'établissement de comptes rendus analytiques;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trentième session la question intitulée "Conférence mondiale du désarmement".

2309^e séance plénière
9 décembre 1974

3261 (XXIX). Désarmement général et complet

A

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2602 E (XXIV) du 16 décembre 1969, par laquelle elle a déclaré la décennie commençant en 1970 Décennie du désarmement,

²⁹ *Ibid.*, Supplément n° 28 (A/9628).